

## De Paris à Athènes en passant par Liège, avant les mobilisations : une jeunesse qui s'engage, mais sans croire aux moyens de se faire entendre

Dans le cadre de l'Eurobaromètre Flash, Demoscopy et l'Ifop ont mené une enquête du 19 juin au 1er juillet 2026 auprès des jeunes de 15 à 30 ans dans chacun des 27 États membres. Si cette enquête précède de près de trois mois la mobilisation lycéenne qui a lieu en France, et de davantage encore les mouvements qui ont suivi ailleurs en Europe, ses résultats renseignent néanmoins sur le terreau de ces mobilisations et l'état d'esprit de la jeunesse dans l'UE.

### Des mouvements de jeunesse qui dépassent la France

Si le mouvement des lycéens français a commencé le 17 septembre, avant de déboucher un mois plus tard sur un mouvement social d'une tout autre ampleur, la France n'est plus le seul pays de l'Union européenne où a lieu un mouvement de jeunesse. Le 1er octobre, des élèves se rassemblaient devant cinq établissements de Liège, puis à Mons, Charleroi et Bruxelles, en soutien aux enseignants et contre la hausse des frais d'études<sup>1</sup>. Le 5 octobre, deux lycées de Turin étaient occupés, bientôt rejoints par des établissements de Rome, Naples et Bologne, aux cris de « facciamo come in Francia », mais sur des revendications propres : l'état des bâtiments, les moyens de l'école, le décret scolaire alors en discussion<sup>2</sup>. Dès le 18 octobre, la contestation italienne s'est portée sur le coût de la vie, à Milan, Turin et Bologne<sup>3</sup>. Au même moment, des milliers d'étudiants défilaient à Dublin pour la baisse des frais d'inscription et un logement abordable, et en Allemagne élèves, enseignants, parents et syndicats réclamaient plus d'investissement, plus d'enseignants et une école plus équitable<sup>4</sup>. Des étudiants occupent l'Académie des beaux-arts de Vienne depuis le 15 octobre contre les coupes annoncées dans le budget universitaire<sup>5</sup> ; et le 21 octobre, au lendemain d'une nuit de campement place Syntagma, quelque 10 000 personnes défilaient à Athènes aux côtés d'enseignants en grève, derrière un mot d'ordre explicite : « From Greece to France, we want public, free education »<sup>6</sup>. Le 22 octobre, des dizaines de milliers de personnes manifestaient à Vienne à l'appel de l'organisation étudiante nationale<sup>7</sup>.

L'enquête menée en juin et juillet, trois mois avant tout cela, montre que ce mouvement n'est pas né de rien. Dans l'Union européenne, 55% des 15-30 ans déclaraient déjà avoir mené une action pour changer la société dans l'année, sept points de plus qu'en 2024. Cette mobilisation était pourtant moins forte chez les plus jeunes, ceux qui allaient entrer les premiers en mobilisation : 47% seulement des Européens de 15-18 ans déclaraient avoir agi dans l'année, contre 57% des 25-30 ans.

Pour autant il ne semble pas y avoir de mouvement de jeunesse européen : ni mot d'ordre commun, ni coordination transfrontalière et des mouvements portés selon les pays tantôt par des organisations constituées tantôt par des collectifs informels. Pourtant ces mobilisations ont dépassé dans leurs revendications le simple cadre éducatif pour toucher les conditions de vie plus largement : le logement, le coût de la vie, le sentiment d'une dégradation des services publics. En Italie, la contestation est passée en quelques jours des lycées au coût de la vie. En France, la mobilisation lycéenne de septembre s'est ensuite décloisonnée jusqu'aux cortèges du 24 octobre dans plusieurs villes françaises, et le même jour à Milan, Rome, Turin, Naples, Bologne et Florence<sup>8</sup>. En plus d'une certaine convergence dans les sujets de revendication, ce qui se retrouve d'un pays à l'autre est un répertoire d'action et une façon d'investir l'espace public : le blocage, l'occupation, l'appel par les réseaux sociaux plutôt que par les organisations installées.

### Une génération qui doute de ses dirigeants et qui est pessimiste sur son avenir

<sup>1</sup> « Student protest unrest hits France, Belgium, other EU countries », Axios, 7 octobre 2026, [axios.com](https://www.axios.com) ; et « Des lycéens et étudiants manifestent aussi en Belgique francophone », franceinfo, 8 octobre 2026, [franceinfo.fr](https://www.franceinfo.fr).

<sup>2</sup> « Gli studenti si mobilitano come in Francia », Il Fatto Quotidiano, 7 octobre 2026, [ilfattoquotidiano.it](https://www.ilfattoquotidiano.it).

<sup>3</sup> « Proteste contro il caro-vita », Sky TG24, 18 octobre 2026, [tg24.sky.it](https://www.tg24.sky.it).

<sup>4</sup> Axios, 7 octobre 2026, art. cité, et « Italie, Grèce, Allemagne... la mobilisation française, source d'inspiration pour l'Europe ? », France 24, 16 octobre 2026, [france24.com](https://www.france24.com) ; « Students protest over education funding », RTÉ, 1er octobre 2026, [rte.ie](https://www.rte.ie).

<sup>5</sup> « Akademie der bildenden Künste besetzt », ORF Vienne, 16 octobre 2026, [wien.orf.at](https://www.wien.orf.at).

<sup>6</sup> « Thousands of Greek students, teachers protest over education, pay », Reuters, 21 octobre 2026, [spokesman.com](https://www.spokesman.com).

<sup>7</sup> « If you kürz, we all stürz », profil, 22 octobre 2026, [profil.at](https://www.profil.at).

Les résultats montrent d'abord une génération pessimiste sur ses perspectives d'avenir : dans l'Union européenne, un tiers seulement des 15-30 ans estiment que les jeunes d'aujourd'hui ont les mêmes chances de réussir leur vie que ceux du même âge il y a trente ans. Le bouillonnement de cet automne réunit des jeunes qui doutent de leur avenir dans les années mêmes où ils doivent le construire.

Moins d'un tiers (31%) des jeunes Français estiment que les responsables politiques de leur pays prennent en compte les conséquences à long terme de leurs décisions. À titre de comparaison, ils sont 36% dans l'Union européenne. Les jeunes Français comptent parmi les plus pessimistes de l'Union européenne, la France se classe 24e sur 27 et ne devance que la Croatie, l'Italie et Chypre. Les jeunes Allemands sont à 35%, les jeunes Espagnols à 40% et les jeunes Belges à 43%. En Grèce, la part d'accord est proche de la moyenne européenne (35%), mais le désaccord y est plus net encore qu'en France : 57% des jeunes Grecs contestent l'idée que leurs dirigeants prennent en compte le long terme, contre 54% des jeunes Français et 51% dans l'Union européenne.

Et pour cause, les jeunes Français sont loin d'être optimistes quant à leurs trajectoires de vie : 29% seulement pensent que les jeunes d'aujourd'hui ont les mêmes chances de réussir leur vie que ceux du même âge il y a trente ans, contre 33% dans l'Union européenne. Et ils n'ont pas l'impression que la situation va s'améliorer : ils ne sont que 28% à penser que les jeunes dans trente ans auront les mêmes chances qu'aujourd'hui. Sur ce point, les jeunes Allemands sont sept points au-dessus (35%), les jeunes Espagnols à 33%, les jeunes Italiens au même niveau (28%). Seuls les jeunes Croates, Suédois et Chypriotes se situent dans la même fourchette basse que les jeunes Français.

Le doute est plus prononcé encore chez les jeunes Françaises. Elles ne sont que 25% à penser que les jeunes d'aujourd'hui ont les mêmes chances de réussir leur vie que ceux du même âge il y a trente ans, contre 33% des jeunes hommes. Il l'est également chez les jeunes sans activité professionnelle, parmi lesquels les lycéens et les étudiants : 21% partagent ce sentiment.

### **Des politiques de jeunesse qui visent faux ?**

Interrogés sur le principal critère pour que les politiques publiques destinées aux jeunes produisent des résultats, les 15-30 ans estiment en premier lieu (40%) que ces politiques doivent répondre aux problèmes réels de la jeunesse. C'est le premier critère cité, et il dit en creux que selon les jeunes Français l'action publique, même lorsqu'elle leur est destinée, ne s'adresse pas à eux. C'est d'autant plus parlant qu'il est cité avant la question des moyens (32% citent un soutien financier aux programmes et aux initiatives pour la jeunesse). Il y a donc certes une question de moyens, et les revendications des mobilisations actuelles semblent le confirmer, mais les jeunes Français attendent avant tout que les politiques de jeunesse s'attaquent à leurs vrais problèmes. Sur ce point les écarts entre pays sont nets : le soutien financier est cité par 46% des jeunes Grecs et 39% des jeunes Italiens, contre 23% des jeunes Allemands, les jeunes Français se situant entre les deux, à 32%, soit exactement la moyenne européenne.

Les jeunes Français mettent aussi en avant un désir d'avoir voix au chapitre : 34% considèrent que pour qu'elles produisent des résultats, les politiques de la jeunesse doivent être décidées en concertation avec les jeunes et leurs organisations. La question se pose aussi quant au public touché par les politiques de jeunesse : 31% citent le fait de faire connaître les dispositifs existants. Près d'un tiers des jeunes considèrent que des politiques existent, mais qu'elles ne leur parviennent pas.

### **Pour autant ils s'informent et s'engagent...**

Comme le confirme le mouvement social actuel, il faut en revanche battre en brèche l'idée d'une jeunesse qui aurait renoncé ou qui serait apathique. Plus de huit jeunes Français sur dix se sont intéressés ou ont appris quelque chose de nouveau dans l'année sur au moins un des cinq grands enjeux de société. Au cours des douze derniers mois, 40% d'entre eux ont appris quelque chose de nouveau sur les médias, la littérature numérique et la détection de la désinformation, sept points de plus que la moyenne de l'Union européenne. Ils sont 42% à avoir appris des choses sur l'égalité, la diversité et la lutte contre les discriminations, trois points de plus que leurs voisins européens. Les droits humains et la justice sociale sont le sujet le plus cité dans l'Union européenne (41%) et de loin le premier en Grèce (48%).

Et ils le prolongent en actes. Près de six jeunes Français sur dix (58%) déclarent avoir mené dans l'année une action pour changer la société, qu'il s'agisse de signer une pétition, de participer à un rassemblement ou d'interpeller un responsable politique, contre 55% dans l'Union européenne. Entre les pays où la jeunesse s'est mobilisée cet

automne, les écarts sont considérables, de 50% en Grèce à 64% en Belgique, la France (58%) et l'Italie (55%) se situant entre les deux.

Deux sujets d'engagement ressortent plus fortement en France que dans le reste de l'Union européenne : l'égalité des droits quels que soient le genre, l'origine ou la sexualité (39% contre 33% en moyenne, troisième rang des Vingt-Sept derrière le Luxembourg et l'Estonie), et les thématiques liées à la santé et au bien-être (34% contre 30%).

### **...mais cherchent d'autres moyens d'action que les canaux institués**

Invités à désigner jusqu'à trois moyens qu'ils jugent efficaces pour se faire entendre des décideurs, les jeunes Français placent le vote en tête (38%), soit un peu plus que la moyenne européenne de 33%. Le rituel électoral semble donc toujours le moyen d'action le plus efficace selon eux, comme chez les jeunes Italiens (41%) et portugais (38%), alors que les jeunes Allemands et néerlandais ne sont que 26% à le penser, et les jeunes Belges 28%. Mais ce résultat se lit aussi dans l'autre sens : moins de quatre jeunes Français sur dix voient dans le vote un moyen efficace de porter leur voix.

Les autres canaux institués convainquent moins encore. S'engager dans un mouvement politique, un parti ou un syndicat est cité par 27% d'entre eux. Prendre part à une consultation publique sur un projet de texte tombe à 25%, contre 29% dans l'Union européenne, troisième niveau le plus bas des Vingt-Sept, au coude à coude avec l'Allemagne (25%) et l'Autriche (24%), quand ce canal convainc 33% des jeunes Italiens et 35% des jeunes Grecs. Ce constat mérite d'ailleurs d'être souligné au moment où la réponse institutionnelle adressée aux lycéens mobilisés les renvoie précisément vers ce type d'instance.

La place prise par les réseaux sociaux dans la diffusion du mouvement lycéen démarré en septembre prolonge ce constat : un tiers des jeunes Français (33%) juge efficace pour se faire entendre des décideurs de s'exprimer sur les réseaux sociaux, et 23% de boycotter ou d'acheter certains produits pour des raisons politiques ou éthiques, contre 17% dans l'Union européenne. Aucun des moyens d'action proposés dans l'enquête n'emporte l'adhésion d'une majorité de jeunes, en France comme ailleurs en Europe : le score le plus élevé de toute la question, tous pays et tous items confondus, atteint 43%. Les mobilisations de cet automne disent peut-être d'abord cela, des jeunes qui ne se reconnaissent pas dans les canaux qu'on leur propose et qui en essaient d'autres. En France, ces mobilisations peuvent aussi être un vecteur de politisation et conduire aux urnes en 2027.

---

*Flash Eurobaromètre 585 « Youth and Democracy », réalisé par le consortium Demoscopix Ifop pour la Commission européenne, direction générale de l'Éducation et de la Culture. Terrain du 19 juin au 1er juillet 2026, par questionnaire auto-administré en ligne, auprès de 26 806 jeunes de 15 à 30 ans dans les 27 États membres, dont 996 en France. Les écarts commentés par rapport à la moyenne européenne sont statistiquement significatifs.*

*Pour en savoir plus et découvrir tous les résultats de l'étude : <https://europa.eu/eurobarometer/surveys/detail/3701>*